

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 299 COLOMBIE: A LA VEILLE DES ELECTIONS MUNICIPALES

A la veille des élections municipales du 18 avril 1976, la situation est tendue dans le pays, surtout après l'intervention de l'armée dans les grèves étudiantes déclenchées de puis le passage du secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger. L'état d'urgence a été proclamé en raison de l'extension des grèves dans divers secteurs sociaux colombiens.

C'est dans ce contexte que l'épiscopat vient de publier une note pour interdire aux catholiques de voter en faveur des partis de gauche. Cette déclaration a provoqué la réaction, entre autres, d'un nouveau groupe de religieuses dont on lira le texte ci-dessous.

(Note DIAL)

UN GROUPE DE RELIGIEUSES S'ELEVE CONTRE LE COMMUNIQUE
DE L'EPISCOPAT COLOMBIEN SUR LES ELECTIONS

A NN.SS. les évêques,

Nous nous considérons comme un groupe de "personnes de bonne volonté" et nous avons lu avec attention le communiqué de la Hiérarchie au peuple colombien. Nous nous sommes étonnées d'y trouver des directives de type politique et partisan données par ceux qui ont, à diverses reprises, défendu le caractère non politique de l'Eglise.

Nous nous voyons dans l'obligation d'exprimer publiquement notre désaccord sur des prises de position qui profitent de la religiosité populaire pour essayer d'orienter le peuple dans le sens de la défense du "système" oppresseur en vigueur. Le communiqué en question déclare en effet que "C'est un grave devoir de voter pour sauver la Colombie", et qu'"il n'est pas permis à un catholique, ^{comme} à tout citoyen de bonne foi "et de bonne volonté, de voter pour les listes de ceux qui, par principes, par objectifs et par formes de lutte ou d'alliance, soutiennent "des doctrines ou des politiques marxistes, quelqu'en soit la tendance "ou le degré."

De ce qui précède, la conclusion peut être tirée, par exclusion, qu'il est uniquement permis de voter pour les partis conservateur et libéral. Mais n'est-ce pas durant le gouvernement de ces partis que "la sécurité et la confiance des citoyens sont minées par l'immoralité dissolvante, publique et privée, qui se répand sous les formes les plus diverses, ainsi que par la criminalité, organisée au suprême degré, "qui se manifeste par des atteintes condamnables à la vie, aux biens et "à la dignité des personnes"?

En tant que chrétiennes et religieuses, nous nous élevons contre ce communiqué et nous faisons nôtres les déclarations de l'épiscopat péruvien qui, avec force évangélique, déclare le contraire:

"L'Eglise a dénoncé le caractère inhumain du capitalisme qui recherche le profit et s'adresse à l'individu dépourvu de responsabilités sociales. Elle a également signalé l'existence de modèles sociaux possibles qui respecteraient les valeurs fondamentales 'de liberté, de responsabilité et d'ouverture au spirituel permettant d'assurer le développement intégral de l'homme' (Octogésima adveniens, 31). Nous n'avons donc rien à objecter aux transformations qui donnent aux travailleurs la possibilité d'accéder réellement aux décisions et à la propriété de l'entreprise; aux paysans, celle d'arriver à la propriété des terres qu'ils cultivent; aux moyens d'information et aux instituts d'éducation celle de contribuer à la création de valeurs pour une société différente." (c'est nous qui soulignons) (Tiré du journal EXPRESSO de Lima, du 9/2/76) (1).

En comparaison avec un tel soutien apporté aux justes revendications populaires par l'épiscopat du Pérou, nous souffrons de voir des déclarations comme celles de notre hiérarchie qui, en prenant ouvertement la défense de "l'ordre établi", soutient par son silence la répression brutale exercée contre les justes luttes de notre peuple en faveur de ses droits: grèves de Riopaila, de Vanitex, des employés de banque, des instituteurs, des étudiants, etc. La seule réponse à tout cela: l'ordre péremptoire de Camacho Leiva (2) d'"utiliser les armes"...

Devant un communiqué aussi nettement politique, publié par la Hiérarchie en faveur des puissants, la question se pose: Pourquoi des prêtres sont-ils recherchés et condamnés, sous l'accusation de faire de la politique, parce qu'ils accompagnent et orientent le peuple dans sa recherche de libération?

En tant que religieuses conscientes de la situation d'oppression du peuple latino-américain, nous réaffirmons notre choix en faveur des opprimés et exprimons la volonté de les accompagner dans leurs luttes, ce qui nous amènera sans doute un jour à vivre réellement les Béatitudes: "Heureux ceux qui souffrent persécution pour la justice".

Bogotá, le 5 avril 1976

Organisation de religieuses pour l'Amérique latine
(O.R.A.L.)

(1) Texte intégral dans DIAL D 284 (N.d.T.)

(2) Général commandant en chef de l'Armée de terre (N.d.T.)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249

D 299-2/2